

IRD - Délégation régionale Occitanie
Cirad

MARCHÉ PUBLIC
ACCORD-CADRE DE SERVICES

Prestations de service d'assistant(e) de service social pour l'IRD – Délégation régionale Occitanie et le Cirad

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

IRD – Délégation régionale Occitanie

Marché n°	2025002DF2Go70 (numéro long) 25Go70 (numéro court)
-----------	---

Cirad

Marché n°	2025DHRDGo700
-----------	---------------

IRD-DRO
SERVICE RESSOURCES HUMAINES
911 avenue Agropolis - BP 64501
34394 MONTPELLIER CEDEX 5
Tél. : 04.67.41.61.00

Cirad DGD-RD
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES
Avenue Agropolis - TA 174/09
34398 MONTPELLIER CEDEX 5
Tél : 04.67.61.44.43

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ	6
1.1. DESCRIPTION DES PRESTATIONS	6
1.1.1. <i>Objet du marché</i>	6
1.1.2. <i>Consistance du marché</i> :	6
1.2. LIEUX D'EXÉCUTION	6
ARTICLE 2. FORME DU CONTRAT ET PROCEDURE DE PASSATION	7
2.1. GROUPEMENT DE COMMANDE	7
2.2. NATURE DU MARCHÉ.....	7
2.3. ALLOTISSEMENT	7
2.4. MODE DE PASSATION.....	7
2.5. PRESTATIONS SIMILAIRES	7
ARTICLE 3. DURÉE DU MARCHÉ	7
ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
4.1. DOCUMENTS CONTRACTUELS :	8
4.2. MODIFICATION DES PIÈCES CONTRACTUELLES	9
4.3. CLAUSE DE RÉEXAMEN	9
4.3.1. <i>Disparition de l'indice d'actualisation des prix</i>	9
4.3.2. <i>Évènement particulier au cours de l'exécution du contrat</i>	10
4.3.3. <i>Prestations supplémentaires ou modificatives</i> :	10
4.3.4. <i>Changement de titulaire</i> :	10
4.3.5. <i>Restructuration de l'acheteur</i>	11
ARTICLE 5. PRIX	11
5.1. PRIX DU MARCHÉ	11
5.1.1. <i>Bordereau des prix unitaires</i> :	11
5.1.2. <i>Frais d'hébergement lors des déplacements</i>	12
5.1.3. <i>Frais de transport</i>	12
5.1.4. <i>Frais de repas lors des déplacements</i> :	12
5.2. MONNAIE	12
5.1. TVA.....	13
5.2. VARIATION DES PRIX	13
5.2.1. <i>Mois d'établissement des prix</i> :	13
5.2.2. <i>Modalités de variation des prix</i> :	13
5.2.3. <i>Initiative du calcul de la variation des prix</i> :	13
5.2.4. <i>Clause de sauvegarde</i> :	13
ARTICLE 6. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES	14
6.1. AVANCE	14
6.2. PÉRIODICITÉ DES PAIEMENTS	14
6.3. PRÉSENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	14
6.4. RÉGIME DES PAIEMENTS	16
6.5. PAIEMENT DES CO-TRAITANTS	16
6.6. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	16
6.7. DÉLAI DE PAIEMENT	16
ARTICLE 7. MODALITÉS ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	17
7.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES	17

7.2.	DÉLAIS D'EXÉCUTION	17
7.2.1.	Délais de base.....	17
7.2.2.	Prolongation des délais	17
7.3.	RÉUNION DE CADRAGE	17
7.4.	INTERVENANTS	17
7.4.1.	Pour l'acheteur	17
7.4.2.	Pour le titulaire	18
7.4.3.	Mesure d'éviction, de remplacement ou de déplacement du personnel	18
7.4.4.	Intérim.....	18
7.5.	ACCÈS AUX SITES.....	19
7.6.	BONS DE COMMANDE	19
7.6.1.	Émission et notification des bons de commande.....	19
7.6.2.	Contenu des bons de commande	19
7.6.3.	Délai d'exécution des prestations	20
7.6.4.	Prolongation du délai d'exécution	20
7.7.	DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	20
ARTICLE 8.	ENGAGEMENTS, OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE.....	21
8.1.	ENGAGEMENTS DU TITULAIRE	21
8.1.1.	Exécution du marché	21
8.1.2.	Origine licite des fonds et absence d'acte de corruption, de fraude, de pratiques anticoncurrentielles.....	21
8.2.	OBLIGATION DE CONSEIL.....	21
8.3.	CONFIDENTIALITÉ.....	21
8.4.	RESPONSABILITÉ DU TITULAIRE	22
8.4.1.	Personnel du titulaire	22
8.4.2.	Réparation des dommages	22
ARTICLE 9.	VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS	22
9.1.	VÉRIFICATION DES PRESTATIONS.....	22
9.2.	ADMISSION DES PRESTATIONS	23
ARTICLE 10.	PENALITES	23
ARTICLE 11.	PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	24
11.1.	DESCRIPTION DU TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	24
11.2.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	24
11.2.1.	Autorisation de désignation d'un autre prestataire.....	24
11.2.2.	Droit d'information des personnes concernées	25
11.2.3.	Exercice des droits des personnes	25
11.2.4.	Notification des violations de données à caractère personnel.....	25
11.2.5.	Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations.....	26
11.2.6.	Mesures de sécurité des données à caractère personnel	26
11.2.7.	Durée et modalités de conservation des données	26
11.2.8.	Sort des données	26
11.2.9.	Délégué à la protection des données	27
11.2.10.	Registre des catégories d'activités de traitement.....	27
11.2.11.	Documentation.....	27
11.3.	OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.....	27
ARTICLE 12.	OBLIGATION D'INFORMATION DU TITULAIRE.....	28
12.1.	SOUS-TRAITANCE.....	28
12.2.	DOCUMENTS ET INFORMATIONS À FOURNIR PAR LE TITULAIRE	28
12.2.1.	Attestation d'assurance.....	28

12.2.2. Mise à jour des attestations fiscale, sociale et d'assurance	29
12.3. CHANGEMENT DANS L'ENTREPRISE.....	30
12.4. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	30
ARTICLE 13. RÉSILIATION.....	31
13.1.1. Résiliation pour faute.....	31
13.1.2. Résiliation pour motif d'intérêt général.....	31
13.1.3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	31
ARTICLE 14. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS.....	32
14.1. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	32
14.2. TRIBUNAL COMPÉTENT	32
ARTICLE 15. LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS	32

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Prestations de service d'assistant(e) de service social pour pour l'IRD – Délégation régionale Occitanie et le Cirad	
	Acheteur	IRD – Délégation régionale Occitanie Cirad	
	Forme du marché	Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande sans montant minimum et avec un montant maximum	
	Structure	Lot unique	
	Lieu d'exécution	Sites de l'IRD en Occitanie	Sites du Cirad sur l'agglomération de Montpellier et en région parisienne
	Durée	1 an reconductible 3 x 1 an (tacite reconduction)	
	Développement durable	Clause environnementale	
	Pénalités	OUI	
	Variation des prix	OUI	
	Nature des prix	Prix unitaires	

DÉFINITIONS

	Contrat	Le marché est un contrat qui prend la forme d'un accord-cadre passé selon une procédure adaptée [articles L.2123-1 et R.2123-1 ° (services sociaux et autres services spécifiques)]. Le contrat fait référence au CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021 (CCAG-FCS) dans sa version en vigueur au lancement de la procédure (janvier 2025) Le terme marché désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre (= documents contractuels).
	Acheteur	L'acheteur est : l'IRD et le Cirad. L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ**1.1. Description des prestations****1.1.1. Objet du marché**

Le marché a pour objet la réalisation de prestations de service d'assistant(e) social pour les sites des Établissements bénéficiaires suivants :

L'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) – Délégation régionale Occitanie	Le Centre de coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (Cirad)
IRD-DRO SERVICE RESSOURCES HUMAINES 911 avenue Agropolis - BP 64501 34394 MONTPELLIER CEDEX 5	Cirad DGD-RD DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES Avenue Agropolis - TA 174/09 34398 MONTPELLIER CEDEX 5

Le Titulaire s'engage à fournir toutes les prestations décrites au présent marché.

La nature des prestations et leurs modalités d'exécution sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.1.2. Consistance du marché :

Les prestations attendues au titre du présent marché sont :

- Accompagner les agents/salariés rencontrant des difficultés sociales et/ou de retour à l'emploi afin d'éviter des conséquences négatives dans leur vie privée et professionnelle ;
- Travailler en coordination avec le Service RH de la Délégation Régionale Occitanie de l'IRD et l'Équipe de Développement Social du Cirad pour accompagner/orienter les agents/salariés rencontrant des difficultés au niveau extraprofessionnel ;
- Contribuer à la veille sociale ;
- Assurer le suivi et la restitution de ces prestations, notamment au moyen d'indicateurs fournis par le Titulaire.

La description et les spécifications techniques des prestations sont définies dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Lieux d'exécution

- Les sites de l'IRD en Occitanie.
- Les sites du Cirad de l'agglomération de Montpellier et de la région parisienne.

ARTICLE 2. FORME DU CONTRAT ET PROCEDURE DE PASSATION

2.1. Groupement de commande

Le contrat est passé dans le cadre d'un groupement de commandes entre l'IRD (coordonnateur) et le Cirad. Chaque membre du groupement s'assure de l'exécution du marché pour la partie qui le concerne.

2.2. Nature du marché

Les prestations relèvent d'un marché de **services**.

Pour chaque membre du groupement, le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande, avec un seul opérateur économique, **sans minimum et avec un montant maximum de 50 000 € HT par période contractuelle** [articles R. 2162-2 et R. 2162-4 du code de la commande publique].

2.3. Allotissement

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucun allotissement. En effet, il ne présente pas de prestations distinctes pour un allotissement.

2.4. Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte, en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 3° (services sociaux et autres services spécifiques) du code de la commande publique.

2.5. Prestations similaires

L'acheteur peut confier au Titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés de services ayant pour objet la réalisation de prestations de services similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché de services similaires pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent marché.

Cette faculté n'accorde toutefois aucune exclusivité au Titulaire, l'acheteur pouvant décider de recourir à une procédure de mise en concurrence pour la passation de marchés qui porteraient sur des prestations similaires.

ARTICLE 3. DURÉE DU MARCHÉ

Le marché prend effet à compter de sa date de notification.

Il est conclu pour une période initiale de douze (12) mois à compter du 1^{er} septembre 2025 ou de sa date de notification, si celle-ci est postérieure au 1^{er} septembre 2025. Il est tacitement reconduit trois (3) fois par périodes successives de douze (12) mois, sans que sa durée totale n'excède quatre (4) ans.

Période contractuelle	Durée	Point de départ	Montant maximum
Période initiale	12 mois	01/09/2025 ou date de notification du marché, si postérieure au 01/09/2025	50 000 EUR HT
Reconduction 1	12 mois	01/09/2026 ou date de notification du marché/2026	50 000 EUR HT
Reconduction 2	12 mois	01/09/2027 ou date de notification du marché/2027	50 000 EUR HT
Reconduction 3	12 mois	01/09/2028 ou date de notification du marché/2028	50 000 EUR HT

Si l'acheteur décide de ne pas reconduire le marché, une décision de non reconduction est notifiée au titulaire trois (3) mois avant la date de fin de la période contractuelle en cours. Cette décision est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou via la messagerie sécurisée de la PLACE.

Si l'acheteur décide de ne pas reconduire le marché, le titulaire ne peut pas contester cette décision de non reconduction. Le non renouvellement du marché n'ouvre en aucun cas, au profit du titulaire, un droit à une compensation financière. En outre, le titulaire est tenu d'assurer l'ensemble des prestations prévues jusqu'à la prise d'effet de la décision de non reconduction.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

4.1. Documents contractuels :

Le marché est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes, notamment son annexe 1 : Bordereau des prix unitaires (BPU),
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe,
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe,
- le CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation,
- l'offre technique du titulaire : cadre de réponse technique, mémoire technique et les annexes éventuelles,
- le cas échéant, le ou les actes spéciaux de sous-traitance (DC4), et leurs éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

Sont également des pièces contractuelles, les actes modificatifs (notamment, les avenants) du marché notifié au titulaire postérieurement à la notification du contrat.

Par ailleurs, les documents contractuels doivent être conformes aux normes, textes de lois, réglementation d'hygiène et sécurité et/ou aux spécifications techniques applicables aux prestations faisant l'objet du marché.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents énumérés ci-dessus. Il en résulte que le Titulaire s'engage, conformément aux clauses et conditions de ces documents, à exécuter les prestations demandées.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

En cas de litige, seuls les exemplaires originaux des pièces particulières, ci-dessus énoncées, conservés dans les archives de l'acheteur font foi.

4.2. Modification des pièces contractuelles

Après sa notification, le marché est éventuellement modifié conformément aux dispositions des articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-1 à R.2194-8 du code de la commande publique. Les modifications peuvent donner lieu à la conclusion d'un ou plusieurs avenants, sauf dispositions contraires stipulées au présent CCAP.

En outre, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par des circonstances imprévues, les parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché, et/ou
- des conditions d'exécution du marché, et/ou
- de la durée du marché, et/ou
- du délai d'exécution des prestations,

et des mesures à prendre pour atténuer les effets de cette situation, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du marché prennent la forme d'un avenant et sont négociées, au préalable, entre les Parties.

Par ailleurs, si une ou plusieurs stipulations du présent contrat étaient tenues pour non valides ou déclarées comme telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations gardent toute leur force et leur portée. Les parties procèdent alors, sans délai, aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'équilibre des droits et obligations de chacune conformément à l'accord de volonté existant au moment de la signature du présent marché.

4.3. Clause de réexamen

En outre, l'acheteur peut réexaminer le marché dans les cas ci-après énoncés.

4.3.1. Disparition de l'indice d'actualisation des prix

En cas de disparition de l'indice d'actualisation des prix, le calcul s'effectuera sur la base de l'indice de remplacement proposé (avec application du coefficient de raccordement établi à cet effet) par la source de l'indice, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

À défaut d'indice de remplacement proposé par la source, les parties conviendront d'un indice ou d'une combinaison d'indices pondérés. L'acheteur et le titulaire formaliseront un avenant pour acter cette modification.

4.3.2. Évènement particulier au cours de l'exécution du contrat

Dans le cadre d'évènements particuliers et extérieurs aux parties, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

Dans ce cas, le titulaire identifie le ou les prix unitaires qui nécessitent d'évoluer. Il propose à l'acheteur, par **courrier motivé et accompagné des justificatifs adéquats** les nouveaux prix unitaires (basés sur les conditions économiques en vigueur au moment de l'établissement de ces nouveaux prix).

L'acheteur se réserve le droit de négocier toute proposition formulée par le titulaire. L'acheteur ordonne la mise en œuvre du réexamen par ordre de service adressé au titulaire.

Les prix sont réputés définitifs si, dans le délai de 15 jours après notification de cet ordre de service, le titulaire n'a pas présenté de réserve(s). Un avenant est alors établi pour acter le ou les nouveaux prix unitaires.

Les modifications introduites par ce réexamen ne peuvent avoir pour effet d'augmenter ou de diminuer de plus de 5 % le prix unitaire initial.

4.3.3. Prestations supplémentaires ou modificatives :

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation du titulaire. Le cas échéant, des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendus définitifs par avenant.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du marché, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du marché sans en bouleverser l'économie générale.

Si un événement imprévisible et étranger à la volonté des parties provoque le bouleversement de l'économie du contrat en ce qu'il impacte la tarification des prestations prévues au contrat, les parties au contrat peuvent convenir de l'introduction d'une clause d'évolution des prix dans les conditions suivantes : d'une part, l'augmentation des prix doit être inférieure à 10% et, d'autre part, le maximum prévu au marché pour la période concernée reste inchangé.

Le titulaire est tenu de fournir tout élément permettant de justifier l'imprévision et l'impossibilité de maintenir, aux conditions économiques du contrat, la réalisation des prestations prévues au contrat dans leur niveau de qualité ou de prix.

4.3.4. Changement de titulaire :

En cas de cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques ou financières empêchant la mise en œuvre des obligations contractuelles, le titulaire ou son représentant légal peut proposer à l'acheteur un nouveau titulaire pour le remplacer.

L'acheteur vérifie que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et apprécie ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. À l'issue de cet examen, l'acheteur accepte ou refuse la substitution.

En cas d'acceptation, un avenant est établi.

En cas de refus le marché est résilié sans indemnisation.

Cette même possibilité est offerte à chacun des membres en cas de groupement, après accord de l'ensemble des cocontractants, en cas de substitution d'un membre ou recomposition des responsabilités entre les membres du groupement. En cas de refus de l'acheteur ou de désaccord entre les membres du groupement, l'acheteur résilie totalement ou partiellement le contrat et sans indemnisation.

L'inobservation de cette règle d'information par le Titulaire délie l'acheteur du respect des délais réglementaires de paiement et du versement d'intérêts moratoires en cas de dépassement de ces délais.

4.3.5. Restructuration de l'acheteur

En cas de restructuration de l'acheteur, et en particulier en cas de regroupement ou de fusion sous quelque forme que ce soit avec d'autres établissements publics de recherche français, les droits et obligations résultant du marché, y compris les droits de propriété intellectuelle, seraient automatiquement transférés à l'entité incorporant l'acheteur, sans pénalité ni frais supplémentaires et pour la durée des droits restant à courir, après notification au Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception.

Ce transfert donnera lieu à l'établissement d'un avenant.

ARTICLE 5. PRIX

5.1. Prix du marché

5.1.1. Bordereau des prix unitaires :

Les prestations, objet du présent marché, sont réglées à prix unitaires figurant au Bordereau des prix unitaires (BPU, Annexe n°1 de l'acte d'engagement) auxquels sont appliquées les quantités réellement exécutées.

Les prix du marché seront exprimés **en Euros (€), avec au plus deux (2) décimales**. Ils sont établis en toute connaissance de l'importance et de la nature des prestations à effectuer, ainsi que de toutes les difficultés et sujétions susceptibles de survenir lors de leur réalisation.

Le Titulaire reste responsable de toute erreur dans l'établissement de ses prix.

Ces prix comprennent l'ensemble des prestations et fournitures nécessaires à l'exécution du marché, et notamment :

- tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations,
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation,
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Il ne peut être facturé aucun frais supplémentaire correspondant à des minima de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

Le Titulaire certifie que les prix stipulés dans le présent marché n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle.

5.1.2. **Frais d'hébergement lors des déplacements**

Concernant les frais d'hébergement couvrant les déplacements en France métropolitaine comme indiqués au BPU, l'acheteur rembourse le Titulaire sur présentation des justificatifs et jusqu'à hauteur du montant plafond indiqué ci-dessous :

Montant plafond par nuitée
150,00 € TTC

Ce montant plafond comprend un petit-déjeuner.
Ce montant plafond est révisable chaque année.

5.1.3. **Frais de transport**

Les frais de transports couvrant les déplacements en France métropolitaine, comme indiqué au BPU, doivent être facturés au prix réel à l'IRD sur la base de leurs justificatifs.

Tous les billets sont modifiables et émis au tarif le plus économique.

Les déplacements en France métropolitaine peuvent être effectués uniquement :

- par train, ou
- par avion, ou
- en covoiturage dans un véhicule de service de l'acheteur. Dans ce dernier cas, les frais de transport sont pris en charge par l'acheteur et le titulaire ne peut facturer ses frais de transport.

Le titulaire choisit le moyen de transport dont le prix est le plus économique.

Le titulaire doit être à même de le justifier sur demande de l'acheteur.

Ce tarif ne concerne pas les déplacements prévus par le titulaire dans la zone.

5.1.4. **Frais de repas lors des déplacements :**

Concernant les frais de repas lors des déplacements en France métropolitaine comme indiqués au BPU, l'acheteur rembourse le Titulaire sur présentation des justificatifs, dans la limite de deux (2) par jour et selon le montant forfaitaire indiqué ci-dessous :

Montant plafond par repas
20,00 € TTC

Ce montant plafond est révisable chaque année.

5.2. Monnaie

La monnaie de compte du marché est l'euro (€). Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change.

Si le Titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

5.1. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en euros (€) hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC). Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe.

5.2. Variation des prix

5.2.1. Mois d'établissement des prix :

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui correspond à la **date limite de remise des offres** ; ce mois est appelé « **mois zéro** ».

5.2.2. Modalités de variation des prix :

Les prix du marché sont révisables, à chaque date anniversaire de la **date du point de départ de la période contractuelle initiale (date de notification du marché)**, aux tarifs du Titulaire et ne varient pas jusqu'à l'entrée en vigueur des nouveaux prix pratiqués par le Titulaire pour l'ensemble de sa clientèle.

Les prix révisés sont exprimés en Euros (€), avec au plus deux (2) décimales, hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

5.2.3. Initiative du calcul de la variation des prix :

Le Titulaire du marché s'engage à notifier à l'acheteur, par lettre recommandée ou mail avec accusé de réception, son bordereau de prix révisé **au plus tard un mois avant la date prévue pour la révision**.

Si le Titulaire décide de ne pas présenter un nouveau bordereau des prix révisés, il en informe l'acheteur et le marché s'exécute dans les mêmes conditions financières que celles existantes avant la date prévue pour la mise en œuvre des nouveaux prix. Il en va de même si le Titulaire présente un nouveau bordereau des prix révisés hors délai (moins d'un mois avant la date prévue pour la mise en œuvre des nouveaux prix).

5.2.4. Clause de sauvegarde :

Dans le cas où cette révision bouleverserait l'économie générale du marché telle qu'elle a été établie au mois zéro, les parties conviennent de se rencontrer pour étudier les conditions de poursuite du marché. Il en va de même si la définition ou la texture de l'un des éléments du prix vient à être modifiée, ou si de nouveaux textes législatifs et réglementaires transforment les conditions techniques ou financières du marché.

Dans ce contexte, le marché peut éventuellement être modifié conformément à l'article 4.2.

En cas d'absence d'accord entre les parties, la **clause limitative dite « de sauvegarde »** s'applique : l'IRD se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application des nouveaux prix lorsque l'augmentation est supérieure à 5 % l'an.

ARTICLE 6. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

6.1. Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

6.2. Périodicité des paiements

Le règlement est effectué sur présentation d'une facture mensuelle à terme échu correspondant à l'exécution des prestations **admises par l'acheteur** et indiquées sur le **bon de commande**.

Les pénalités dont le titulaire peut être redevable, sont réglées au moyen soit de précomptes sur les paiements à lui faire, soit par titre de recette, si nécessaire.

6.3. Présentation des demandes de paiement

Toute facture adressée par voie papier ou par mail est rejetée.

6.3.1.1. Pour l'IRD

Mentions sur les factures

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-FCS et sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom, l'adresse et le numéro SIRET de l'acheteur :
IRD-Délégation régionale Occitanie
911 avenue Agropolis
BP 64501
34394 Montpellier cedex 5,
- le service destinataire de la facture : **Service achats et marchés,**
- le nom, l'adresse et le numéro SIRET du titulaire (ou du sous-traitant),
- Le numéro et la date de la facture,
- Le numéro du marché et le numéro du bon de commande,
- La nature, la date et le lieu d'exécution des prestations,
- Le montant total HT et TTC des prestations exécutées,
- Le taux et le montant de la TVA appliquée, le cas échéant (ou la justification légale de la non application de la TVA),
- Les références du compte bancaire ou postal, rigoureusement identiques à celles indiquées dans l'AE (ou dans la déclaration de sous-traitance)
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Dépôt des factures sur Chorus Pro

Les demandes de paiement sont transmises de manière électronique sur le **portail Chorus Pro** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/> et dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique

3 éléments sont nécessaires pour le dépôt des factures sur le portail Chorus Pro :

- la désignation de l'IRD (SIRET : **180 006 025 00134**), qui est la personne publique contractante,
- le code service exécutant : **OCC_MARCHES**,
- le numéro d'engagement juridique : le **numéro du bon de commande sous la forme 4500xxxxxx (ex : 4500245853)**.

6.3.1.2. Pour le Cirad

Mentions sur les factures

Les demandes de paiement sont présentées selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-FCS et sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro du marché ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date de facturation ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail du document contractuel financier concerné, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- le cas échéant, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des prestations exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- le numéro de SIRET ou équivalent pour les sociétés situées à l'étranger.

Dépôt des factures sur Chorus Pro

Les demandes de paiement sont transmises de manière électronique sur le **portail Chorus Pro** à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/> et dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique

3 éléments sont nécessaires pour le dépôt des factures sur le portail Chorus Pro :

- Le code SIRET du Cirad : **331 596 270 00016** qui est la personne contractante,
- Le code service exécutant : **dépend de l'adresse de facturation** (voir adresse de facturation en bas à droite du bon de commande) :
METROPOLE

GUYANE
GUADELOUPE
MARTINIQUE
REUNION

- Le numéro d'engagement juridique : le **numéro du bon de commande sous la forme CDExxxxx** (ex : CDE99999).

6.4. Régime des paiements

Le paiement s'effectue par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou RIP, produit à l'appui de l'acte d'engagement.

Les modalités de règlement des comptes sont définies et applicables selon les stipulations prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

6.5. Paiement des co-traitants

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

6.6. Paiement des sous-traitants

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, dûment accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'IRD, est payé directement.

Le paiement direct est obligatoire sans qu'il ne soit possible d'y renoncer.

Les demandes de paiement des sous-traitants doivent comporter les mentions indiquées à l'article 6.3 du présent CCAP.

6.7. Délai de paiement

Pour le Cirad :

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de **30 jours fin de mois le 10** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de **40 €**. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Pour l'IRD :

Conformément aux dispositions des articles L2192-10, R2192-10, R.2192-12 et R.2192-13 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente **(30) jours** à compter de la date de réception de la facture ou de la date d'admission des prestations, si celle-ci est postérieure à la date de réception de la facture.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, à compter

du jour suivant l'expiration du délai de paiement.

Les intérêts moratoires sont calculés par application de la formule suivante :

$$IM = (M \times J/365 \times \text{Taux IM}) + F$$

Dans laquelle :

IM	Montant des intérêts moratoires
M	Montant TTC de la demande de paiement
Taux IM	Taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points
J	Nombre de jours calendaires entre la date du jour suivant la date limite de paiement et la date réelle de paiement
F	Forfait de 40 € de frais de recouvrement

NOTA : En tout état de cause, la date de départ de prise en compte de ce délai peut être prorogée si tous les éléments constitutifs à la mise en paiement des sommes dues ne sont pas réunis.

ARTICLE 7. MODALITÉS ET DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1. Dispositions générales

Les prestations doivent être conformes aux stipulations du marché (les normes, réglementations et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

7.2. Délais d'exécution

7.2.1. Délais de base

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS, le délai d'exécution des prestations démarre à compter de la date de notification du bon de commande ou de la date indiquée sur le bon de commande.

Le délai d'exécution d'un bon de commande ne peut être supérieur à douze (12) mois.

7.2.2. Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

7.3. Réunion de cadrage

Dans les **15 jours (quinze jours)** qui suivent la notification du marché, l'acheteur, s'il le juge nécessaire, organise dans ses locaux une réunion de cadrage afin de préciser les modalités (pratiques) d'exécution du marché.

7.4. Intervenants

7.4.1. Pour l'acheteur

Les représentants de l'acheteur habilités pour le suivi du marché sont :

Pour l'IRD	La Responsable Ressources Humaines de la Délégation Régionale Occitanie
Pour le Cirad	Le Responsable Équipe Développement Social

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur au cours de l'exécution du marché.

7.4.2. Pour le titulaire

Le titulaire met à disposition le personnel nécessaire en vue de la bonne exécution des prestations. Le titulaire désigne dans son offre technique ou, au plus tard, dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles :

- de l'assistant(e) de service social pour l'IRD
- de l'assistant(e) de service social pour le Cirad
- de la ou des personnes habilitées à le représenter.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ces personnes en cours d'exécution, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles de la ou des nouvelles personnes. Cette ou ces personnes sont réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires à l'exécution des prestations et/ou engageant le titulaire.

7.4.3. Mesure d'éviction, de remplacement ou de déplacement du personnel

Pendant toute la durée d'exécution, le Titulaire maintient l'équipe dédiée proposée dans son offre. Toutefois, l'acheteur se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations, pour insubordination, incapacité ou défaut de probité. Cette mesure s'applique tant aux salariés et préposés du Titulaire qu'à ceux de ses sous-traitants. Cette mesure est de portée générale et définitive. En outre, elle interdit au Titulaire d'affecter sur un autre site, un autre bâtiment ou un autre local désigné au marché, la personne à l'encontre de laquelle a été prise la mesure d'éviction.

Le Titulaire procède alors au remplacement de la personne évincée après validation de l'acheteur. L'acheteur peut également demander, à tout moment, sans délai et sur décision motivée, le déplacement d'un intervenant du Titulaire ou de ses sous-traitants.

Le Titulaire s'engage à prendre à sa charge la gestion de tout litige survenant avec ses salariés, préposés ou sous-traitants, résultant d'une décision de remplacement, de déplacement ou d'éviction. Tout manquement à cette obligation peut entraîner la résiliation du marché aux torts du Titulaire.

7.4.4. Intérim

En cas d'absence du Titulaire telle que définie dans le CCTP ou d'arrêt maladie, le Titulaire a l'obligation de proposer un(e) remplacement(e) ou a minima d'assurer une permanence téléphonique pour répondre aux demandes des salariés/agents du Cirad et de l'IRD. Le Titulaire s'engage également à respecter des conditions identiques pour assurer une prestation équivalente.

Ces modifications peuvent se réaliser sans le recours à un avenant.

Tout dysfonctionnement dans l'exécution de la prestation doit être signalé au Prescripteur de l'acheteur identifié ci-après au présent CCAP.

7.5. Accès aux sites

Le Titulaire et ses éventuels accompagnants amenés à pénétrer dans les locaux de l'acheteur doivent y respecter les règlements intérieurs et règles d'accès et de sécurité en vigueur au moment de leur intervention.

Tout intervenant travaillant sur le site doit avoir été habilité selon des critères définies par l'acheteur. Cette habilitation (matérialisée par l'établissement d'un badge) ne peut être acquise qu'après avoir fourni l'identité complète de la personne (photocopie recto-verso des pièces d'identité : Nom, prénoms, date et lieu de naissance, nationalité) et obtenu l'avis favorable de la Direction Technique du Cirad et de la Direction de la Délégation régionale IRD Occitanie. Tout intervenant s'engage à laisser en permanence les badges Cirad ou IRD apparents afin qu'il puisse, d'une part, être identifiable et, d'autre part, accéder aux locaux de l'acheteur.

Chaque membre du personnel du Titulaire intervenant dans les locaux de l'acheteur signe un engagement de confidentialité tel que stipulé dans le présent CCAP.

Les prestations sont normalement effectuées les jours ouvrés (du lundi au vendredi - entre 8 h et 18 h).

En cas de fermeture du ou des site(s), l'acheteur informe le Titulaire au moins un mois à l'avance. Réciproquement, le Titulaire informe l'acheteur, au moins un mois à l'avance en cas de fermeture de son établissement.

Si des interventions doivent avoir lieu en dehors des heures ouvrables ou le samedi, le service habilité de l'acheteur (le service prévention et sécurité pour l'IRD / l'Ingénieur sécurité pour le Cirad) doit en être informé en temps utile afin qu'il puisse faire le nécessaire.

7.6. Bons de commande

7.6.1. Émission et notification des bons de commande

Les prestations à réaliser sont exécutées au moyen de bons de commande émis par la personne habilitée par l'acheteur.

Ils sont notifiés au Titulaire, à l'adresse électronique ou postale mentionnée dans les documents du marché. Ils sont transmis au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou par remise directe contre récépissé, ou par tout moyen électronique permettant d'attester de la date de réception (messagerie du profil acheteur ou mail confirmé).

Si l'exécution du marché est confiée à un groupement momentané d'entreprises, le destinataire de tous les bons de commande est le mandataire commun tel qu'identifié dans l'acte d'engagement.

Les bons de commande peuvent être émis pendant toute la durée du marché.

7.6.2. Contenu des bons de commande

Chaque bon de commande précise :

- le numéro SIRET de l'acheteur ;
- le numéro d'engagement juridique ;
- le code service exécutant ;
- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;

- la date de notification et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- le cas échéant, les délais d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- l'adresse du lieu d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande (HT et TTC).

En cas de contestation sur le contenu du bon de commande, seul l'exemplaire original du bon de commande conservé par l'acheteur fait foi.

Chaque bon de commande peut être réajusté si nécessaire à la fin de l'exécution des prestations couvertes par le bon de commande pour tenir compte des prestations et quantités réalisées par le titulaire.

7.6.3. Délai d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG-FCS, le délai d'exécution des prestations démarre à compter de la date de notification du bon de commande (ou de la date indiquée sur le bon de commande) et dure jusqu'à la date indiquée sur le bon de commande ou, à défaut, de fin de la période contractuelle.

L'exécution des prestations commandées peut se poursuivre au-delà de la date de fin du marché et dans la limite d'une durée raisonnable permettant la remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

L'exécution des prestations commandées peut se poursuivre au-delà de la date de fin du marché et dans la limite d'une durée raisonnable permettant la remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

7.6.4. Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'acheteur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

7.7. Développement durable

Il est demandé au Titulaire de s'inscrire dans une stratégie écoresponsable, et notamment :

- en s'inscrivant dans l'économie circulaire et en favorisant les produits durables ;
- en minimisant la consommation d'eau et d'énergie non renouvelables ;
- en favorisant l'utilisation de véhicules écoresponsables ;
- en dématérialisant les livrables et documents produits pour l'exécution des prestations (formats compatibles avec la suite Microsoft Office 2019, .pdf).

Le Titulaire s'assure, le cas échéant, du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

ARTICLE 8. ENGAGEMENTS, OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES DU TITULAIRE

8.1. Engagements du titulaire

8.1.1. Exécution du marché

Après avoir pris connaissance du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et des documents qui y sont mentionnés, le Titulaire s'engage, conformément aux clauses et conditions de ces documents, à exécuter les prestations demandées.

Par ailleurs, le Titulaire certifie :

- que lui, ses fournisseurs, ses consultants ou ses sous-traitants ne figurent pas sur l'une quelconque des Listes de Sanctions Financières (incluant notamment la lutte contre le financement du terrorisme).
- qu'il n'achète pas, ne fournit pas, ne finance pas des matériels, des services ou des secteurs sous Embargo des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

8.1.2. Origine licite des fonds et absence d'acte de corruption, de fraude, de pratiques anticoncurrentielles

Le Titulaire certifie que ses fonds propres ne sont pas d'Origine Illicite.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage :

- à ce que la négociation, la passation et l'exécution du présent marché n'a donné et ne donnera lieu à aucun Acte de Corruption, de Fraude ou à des Pratiques Anticoncurrentielles ;
- dès qu'il a connaissance d'un Acte de Corruption, de Fraude ou de Pratiques Anticoncurrentielles ou qu'il suspecte de tels actes ou de telles pratiques, à informer sans délai l'acheteur ;
- dans le cas ci-dessus ou à la demande de l'acheteur, si ce dernier suspecte de tels actes, à prendre les mesures nécessaires pour qu'il y soit remédié sans délai.

8.2. Obligation de conseil

Le Titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. À ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter l'exécution des prestations.

8.3. Confidentialité

Les prestations sont soumises à des mesures de confidentialité conformément aux dispositions prévues au CCAG-FCS applicables au présent marché.

Chaque membre du personnel du Titulaire intervenant dans les locaux de l'acheteur signe un engagement de confidentialité.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

8.4. Responsabilité du titulaire

8.4.1. Personnel du titulaire

Le Titulaire est seul responsable de l'organisation du travail et de la gestion de son personnel permettant d'assurer le bon déroulement du présent marché. Le Titulaire est responsable :

- de son personnel,
- de l'exécution du service,
- des accidents pouvant en résulter.

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre l'IRD en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses employés.

Pendant toute la durée du contrat, le Titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel dans le cadre de l'exécution des prestations. Il garantit l'acheteur contre tout recours. Il contracte à ses frais toutes assurances utiles notamment pour se garantir de toute indemnité à laquelle l'exposerait l'activité entreprise au titre du présent marché.

En cas d'accident, incident ou détérioration causés au matériel du Titulaire ou à son personnel du fait d'un tiers, c'est-à-dire toute personne physique ou morale, publique ou privée à l'exception de l'acheteur, les témoignages et renseignements qui auront pu être recueillis par l'acheteur sont communiqués au Titulaire auquel il incombe de poursuivre le recouvrement du dommage.

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards, les salariés de ce dernier (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, etc.).

Le prestataire doit se conformer à la réglementation du travail concernant le personnel affecté au service, objet du marché.

Le prestataire assure la formation de ses agents, conformément notamment aux articles R.4141-1 à 20, R.4143-1 et 2, et R.4643-1 du code du travail.

Le Titulaire s'engage à respecter les préconisations du 'Plan Hygiène Sécurité' en vigueur sur le site de l'acheteur et concernées par l'exécution du présent marché.

8.4.2. Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

ARTICLE 9. VERIFICATION ET ADMISSION DES PRESTATIONS

9.1. Vérification des prestations

Les vérifications quantitatives et qualitatives, ayant pour objet de constater le nombre et la conformité des prestations exécutées par rapport aux spécifications des documents contractuels, sont effectuées conformément aux articles 27 et 28 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées sans obligation d'aviser le Titulaire. L'absence du Titulaire ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

9.2. Admission des prestations

À l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend une décision d'admission, d'admission avec réfaction, d'ajournement ou de rejet dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS. Seule l'admission des prestations vaut admission de l'exécution des prestations.

ARTICLE 10. PENALITES

Les pénalités sont applicables en cas de non-respect par le titulaire de ses engagements contractuels. Les pénalités sanctionnent un retard ou le non-respect d'une des clauses du marché.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités listées ci-dessous :

- lorsque le délai contractuel d'exécution, éventuellement assorti de prolongation de délai conformément aux stipulations de l'article 13.3.2 du CCAG-FCS, est dépassé par le fait du titulaire, et
- en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations prévues au marché.

Pénalité	Montant / Fait générateur / Mode de calcul
Non-respect des échéances de délai du planning	50 € HT par jour de retard à compter du lendemain du jour contractuel, sans mise en demeure.
Non-respect du délai pour la restitution des indicateurs	50 € HT par jour de retard à compter du lendemain du jour contractuel, sans mise en demeure.
Retard dans l'exécution des prestations par le fait du Titulaire et n'impliquant pas la résiliation du contrat aux torts du Titulaire	50 € HT par jour de retard à compter du lendemain du jour contractuel, sans mise en demeure.
Non-respect par le titulaire de son obligation de conservation et/ou de transmission des données (cf. article 8 du CCTP)	2 000 € HT par obligation et constat.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités prévues au marché sont applicables sans observations préalables du titulaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, aucun montant plafond spécifique de pénalité n'est prévu au contrat.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités prévues au marché s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités sont cumulables et peuvent être retenues sur les sommes (précompte sur les acomptes ou sur le solde) à devoir au titulaire ou faire l'objet d'un titre de recette, sans mise en demeure préalable, du seul fait de la constatation du dysfonctionnement.

Ainsi, chaque constat attestant d'un dysfonctionnement peut donner lieu à l'application de la pénalité précitée. La correction par le titulaire de son inexécution ou mauvaise exécution ne le dispense en aucun cas du paiement de cette dernière.

En outre, en cas de manquements répétés, l'IRD se réserve le droit de résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

ARTICLE 11. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

11.1. Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'IRD et du Cirad les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est de 4 ans.

11.2. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- Traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

11.2.1. Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le Titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des

activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

11.2.2. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

11.2.3. Exercice des droits des personnes

Le Titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :

- dpo@ird.fr pour l'IRD
- dpo@cirad.fr pour le Cirad

11.2.4. Notification des violations de données à caractère personnel

Le Titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par courrier électronique.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données),
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact,

- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel,
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le Titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

11.2.5. Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le Titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

11.2.6. Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
- Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
- Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique,
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.2.7. Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : Le Titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel au terme du marché.

11.2.8. Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le Titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Titulaire. Une fois détruites, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

11.2.9. Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

11.2.10. Registre des catégories d'activités de traitement

Le Titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel,
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement,
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

11.2.11. Documentation

Le Titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

11.3. Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- Fournir au Titulaire les données visées à l'article « Description du traitement de données à caractère personnel »,
- Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Titulaire,
- Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du Titulaire,
- Superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du Titulaire.

ARTICLE 12. OBLIGATION D'INFORMATION DU TITULAIRE

12.1. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. A défaut, le marché peut être résilié à ses torts et sans indemnité.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être demandés, au cours de l'exécution du marché, par remise d'une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4) complétée et signée par le sous-traitant et le titulaire. Cette déclaration comprend la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Le dossier de présentation du sous-traitant doit comporter les mêmes éléments demandés au dossier de candidature du titulaire pour apprécier les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant, et ce en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le sous-traitant doit être déclaré et tous les justificatifs transmis à l'acheteur au minimum **un mois avant** l'intervention sur le site de l'acheteur.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire assure seul et personnellement, vis-à-vis de l'acheteur, la responsabilité du marché qui lui a été confié. Il demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

12.2. Documents et informations à fournir par le titulaire

12.2.1. Attestation d'assurance

Il est expressément convenu que le titulaire reste entièrement responsable de son personnel de tous grades, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

Le titulaire s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires pour couvrir d'une manière suffisante, par une ou plusieurs compagnies, la responsabilité qu'il peut encourir :

- de son fait,
- du fait des personnes travaillant sous ses ordres à l'occasion de l'occupation des locaux ou de l'utilisation des installations et du matériel mis à sa disposition ainsi qu'à l'occasion des actes de toute nature accomplis dans l'exercice de son activité ou de celle de ses préposés,
- des dégâts et dommages survenus à l'occasion de l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, le Titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier, avant la notification du marché, qu'ils ont contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par ou au cours de l'exécution du marché. Le Titulaire doit justifier à l'acheteur de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de ses cotisations par la communication de sa police d'assurance.

Si le contrat souscrit par le Titulaire prévoit l'existence d'une franchise, cette dernière est intégralement prise en charge par le Titulaire. En aucun cas, l'acheteur ne peut être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du marché.

Le Titulaire doit également informer l'acheteur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, dans les dix jours qui suivent ces modifications.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant est tenu des mêmes obligations en matière d'assurances. L'assurance devant être souscrite par le titulaire, en vertu des dispositions de la présente clause, doit être étendue pour couvrir les conséquences pécuniaires de la responsabilité incombant au Titulaire du fait de ses sous-traitants et des prestations réalisées par les sous-traitants.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, l'acheteur peut prononcer la résiliation du marché dans les conditions prévues au présent CCAP, sans indemnité et aux frais et risques du Titulaire.

12.2.2. Mise à jour des attestations fiscale, sociale et d'assurance

À compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, le Titulaire, ainsi que son sous-traitant, le cas échéant, s'engagent à fournir :

Périodicité	Document
Tous les 6 mois	- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D.8222-5-1° du code du travail et D. 243-15 du code de sécurité sociale /attestation de vigilance).
	- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail (article D.8254-2 du code du travail). Cette liste doit préciser pour chaque salarié : la date d'embauche, la nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail) – ou, à défaut, l'attestation sur l'honneur de non emploi de salariés étrangers soumis à autorisation de travail.
	- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites.
À la date d'expiration	- La nouvelle attestation d'assurance renouvelant la période de validité.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'IRD à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>.

Pour un titulaire étranger, sont admis les documents équivalents prévus par la législation en vigueur dans son pays. Les documents doivent être transmis par mail à l'acheteur.

Si, à la suite d'une mise en demeure adressée par l'acheteur, le Titulaire ne produit pas les documents demandés dans le délai imparti, ou les transmet de manière incomplète ou erronée, l'acheteur pourra résilier le marché aux torts exclusifs du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité. Le cas échéant, l'acheteur se réserve le droit de faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire.

12.3. Changement dans l'entreprise

Le Titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenues en cours d'exécution qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise,
- à la forme de l'entreprise,
- à la raison sociale de l'entreprise ou sa dénomination,
- à son adresse ou à son siège social,

et, généralement, toutes modifications importantes impactant le fonctionnement de l'entreprise.

Le titulaire s'engage à transmettre à l'acheteur, en recommandé avec accusé de réception ou par mail confirmé, les documents précisant les modifications intervenues au cours du marché tels que :

- copie de la publicité parue au journal des annonces légales,
- copie du Procès-verbal de l'assemblée générale de la société relatant la décision,
- Extrait K-Bis.

L'information doit être faite à l'acheteur, par le Titulaire **dès qu'il en a connaissance**, et, le cas échéant, les documents transmis dès leur établissement. L'inobservation de cette règle d'information par le Titulaire délie l'acheteur du respect des délais réglementaires de paiement et du versement d'intérêts moratoires en cas de dépassement de ces délais.

12.4. Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'acheteur adresse à l'administrateur, ou au liquidateur, une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 et L.641-10 du Code de commerce.

Si cette mise en demeure reste plus d'un (1) mois sans réponse, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire, de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un (1) mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

ARTICLE 13. RÉSILIATION

Outre les cas prévus au présent CCAP, l'acheteur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L.2195-2 à 6 du code de la commande publique et au chapitre 7 du CCAG-FCS (articles 38 à 45). La décision de résiliation du marché est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou via la messagerie sécurisée du profil d'acheteur.

En cas de mise en demeure adressée au titulaire, elle doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'un (1) mois, à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Dans tous les cas, jusqu'à la résiliation, les prestations sont exécutées de manière permanente et continue dans les conditions du marché et quelle que soit la nature des litiges existant entre les parties ou en leur sein.

13.1.1. Résiliation pour faute

Ainsi, en cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

L'IRD se réserve, en tant que de besoin, la possibilité d'exécuter le marché aux frais et risques du Titulaire défaillant, conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

13.1.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

De même, à tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général.

Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5 % du montant HT du ou des bons de commande en cours d'exécution diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. À cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

13.1.3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire :

- en cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat, après mise en demeure restée sans effet, ou
- en cas de décision de résiliation du contrat, si cette décision le mentionne.

Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution, mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 14. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

14.1. Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

14.2. Tribunal compétent

Le droit applicable au présent marché est le droit français.

En cas de litige, le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal administratif de Montpellier
 Adresse : 6, rue Pitot – 34063 Montpellier Cedex 2
 Téléphone : 04 67 54 81 00
 Courriel : greffe.ta-montpellier@juradm.fr
 Télécopie : 04 67 54 74 10
 Site internet : <http://montpellier.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne peuvent être invoquées par ce dernier comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée d'exécution des prestations à effectuer.

ARTICLE 15. LISTE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les documents généraux cités au présent CCAP s'appliquent dans l'intégralité de leurs clauses pour autant qu'elles ne soient pas contraires au présent document.

Par dérogation à l'article 1 du CCAG-FCS, les dérogations apportées audit CCAG-FCS par le présent CCAP sont listées de manière non-exhaustive ci-après :

Articles du CCAP	Articles du CCAG-FCS	Objet des dérogations
6.5. Paiement des cotraitants Groupement solidaire	12.1.2	Paiement du mandataire en cas de groupement solidaire
7.2. Délais d'exécution 7.6.3. Délais d'exécution des prestations	3.2.1	Point de départ du délai d'exécution

9.1. Vérification des prestations	27.3	Pas d'obligation d'information ni de présence du Titulaire pour les opérations de vérification
10. Pénalités		
Pénalités de retard	14.1	Pénalités de retard
Observations préalables à l'application des pénalités	14.1.1	Pas d'observations préalables du titulaire à l'application des pénalités
Plafonnement des montants des pénalités	14.1.2	Pas de plafonnement des montants
Seuil d'exonération de l'application des pénalités	14.1.3	Pas de seuil d'exonération
12.2.1. Assurances	9.2	Attestation d'assurance
15. Liste des dérogations au CCAG-FCS	1	Non-exhaustivité de la liste des dérogations au CCAG-FCS. Les dérogations sont appliquées dès lors qu'elles sont clairement énoncées dans le CCAP.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)